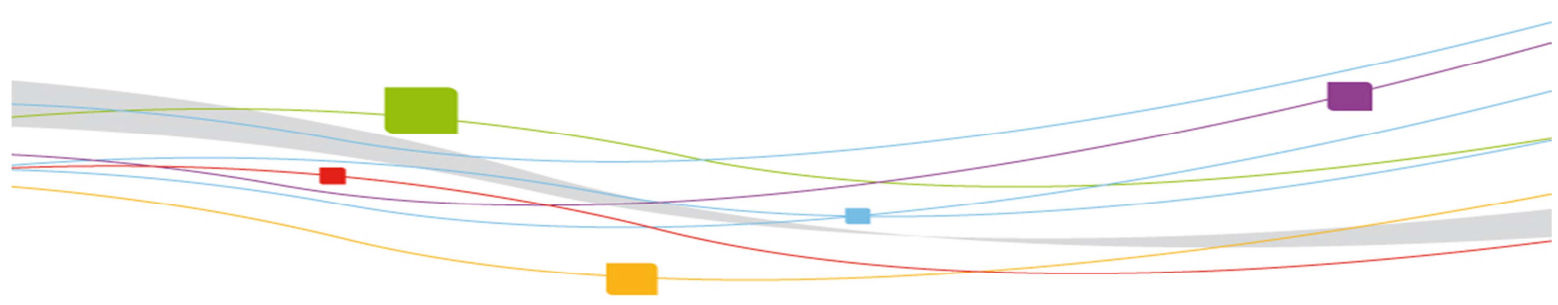




# GFI Informatique

Rapport Financier Semestriel

au 30 juin 2011



# Sommaire

<b>RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2011</b>	<b>4</b>
<b>ETATS FINANCIERS CONSOLIDES</b>	<b>12</b>
<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE</b>	<b>35</b>
<b>DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL</b>	<b>39</b>

- 1 -

# Rapport semestriel d'activité

au 30 juin 2011



# Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2011

---

## Evénements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice

---

### Emission d'une Océane

En date du 30 juin 2011, le Groupe a procédé à une émission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (« OCEANE ») à échéance 1er janvier 2017, d'un montant nominal de 50 millions d'euros.

Les principales caractéristiques de cette émission sont les suivantes<sup>1</sup> :

- Les obligations ont été émises au pair. Elles sont remboursables au pair le 1<sup>er</sup> janvier 2017.
- La valeur nominale unitaire des obligations a été fixée à 4,96 euros, faisant ressortir une prime d'émission de 30% par rapport au Cours de Référence<sup>2</sup> de l'action GFI Informatique sur le marché NYSE Euronext à Paris.
- Les obligations portent intérêt à un taux annuel de 5,25% payable annuellement à terme échu le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, en l'absence de conversion et/ou d'échange en actions et en l'absence d'amortissements anticipés.
- Les obligations donnent droit à l'attribution d'actions nouvelles et/ou existantes GFI Informatique, à raison d'une action pour une Obligation, sous réserve d'éventuels ajustements ultérieurs. À tout moment à compter du 30 juin 2011 (et jusqu'au septième jour ouvré inclus qui précède la date de remboursement normal ou anticipé), les porteurs d'Obligations pourront demander l'attribution d'actions de GFI Informatique.
- Les obligations peuvent faire l'objet d'un remboursement anticipé au gré de la Société, sous certaines conditions.

Cette émission a été souscrite en intégralité dans le cadre du délai de priorité offert aux actionnaires de GFI Informatique. L'actionnaire Boussard & Gavaudan a souscrit 9.862.987 des 10.080.645 Obligations émises, pour un montant de 48.920 milliers d'euros, correspondant à 97,8% du montant total de l'émission.

Le produit de l'émission permettra à GFI Informatique, conformément à son plan stratégique, de saisir les opportunités de croissance externe qui pourraient se présenter dans un marché en consolidation, y compris le refinancement d'opérations intervenues depuis le début de l'exercice 2011, et, dans un second temps, de diversifier ses sources de financement et d'allonger la maturité de sa dette.

L'emprunt obligataire s'analyse en IFRS en deux composantes : une composante dette s'élevant à 45,4 millions d'euros et une composante capitaux propres s'élevant à 3,5 millions d'euros net d'impôt.

### Plans d'actions gratuites

Le Conseil d'administration du 10 mars 2011 a utilisé une autorisation de l'Assemblée générale pour attribuer, sous condition de présence d'une durée de deux années et sous condition de performance à atteindre sur les exercices 2011 et 2012, d'une part 508 000 droits à actions gratuites au profit des salariés et dirigeants des sociétés du Groupe et d'autre part 91 725 droits à l'ensemble des salariés de GFI Informatique et des filiales françaises.

---

<sup>1</sup> La note d'opération visée par l'AMF est disponible sur le site [www.gfi.fr](http://www.gfi.fr)

<sup>2</sup> Le Cours de Référence correspond à la moyenne des cours de l'action GFI Informatique pondérés par les volumes constatés sur le marché Euronext Paris depuis l'ouverture de la séance de bourse du 28 juin 2011 jusqu'à 12h00 (heure de Paris), de 3.81 euros.

## Acquisition Ares

A compter du 15 février 2011, GFI INFORMATIQUE a repris les actifs et le fonds de commerce de la Société ARES SA en France, constitués pour l'essentiel des activités de services applicatifs et aux infrastructures à Paris, Orléans, Pau, Lyon, Bordeaux, Lille, Montpellier, ainsi que des titres de la société ARES LUXEMBOURG.

L'ensemble des activités comprend un effectif de 404 personnes en France et 29 au Luxembourg. Sauf exception, GFI INFORMATIQUE n'a pas repris de personnel administratif. Les collaborateurs ont pu être intégrés au sein des filiales et des branches concernées à savoir : Application Services et Infrastructure Services, et Progiciels. Le portefeuille clients comprend notamment : l'APHP, le Ministère de la Défense, la DGAC, TOTAL, BAYER, ARAMICE, la BEI au Luxembourg. Le secteur public, très important en volume, est complémentaire par rapport à celui de GFI INFORMATIQUE. Le secteur des retraites, où GFI INFORMATIQUE est absent aujourd'hui, est également très bien représenté chez ARES et représente un potentiel important.

## Activité au premier semestre 2011

---

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe GFI INFORMATIQUE pour le premier semestre 2011 s'est établi à 342,7 millions d'euros contre 336,8 millions d'euros au premier semestre 2010, soit une progression de 1,7%. Retraitée de l'effet de la cession de l'activité d'expertise monétique en France et santé au Canada, la croissance calculée par rapport au 1er semestre 2010 s'élève à 4,7%, dont 3,3% proviennent des acquisitions du Groupe et notamment de la reprise d'ARES. Le solde de 1,4%, provient de la croissance organique. Ces chiffres confirment la tendance déjà enregistrée au premier trimestre 2011.

### Analyse de l'activité en France

En France, le chiffre d'affaires s'est élevé à 250,0 millions d'euros, soit une progression de 3,6% sur le semestre. Retraitée de l'effet de la cession de l'activité d'expertise monétique, la croissance s'élève à 6,1%, dont 4,1% proviennent de l'acquisition d'ARES, et le solde de 2,0% de la croissance organique.

### Analyse de l'activité à l'international

Le chiffre d'affaires réalisé à l'international s'est élevé à 92,7 millions d'euros contre 95,5 millions d'euros l'exercice précédent.

#### Espagne

Malgré un contexte économique local difficile, l'activité affiche une croissance organique de 2,2% avec un chiffre d'affaires de 34,2 millions d'euros contre 33,4 millions d'euros en 2010. Il faut signaler des opérations d'outsourcing pluriannuelles avec Ericsson et TCS Téléfonica.

#### Portugal

La crise économique et une base de comparaison défavorable a provoqué une réduction d'activité de 13,1%, avec un chiffre d'affaires de 13,2 millions d'euros contre 15,2 millions en 2010.

#### Europe du Nord

Les bons résultats du premier trimestre sont largement confirmés et amplifiés. Le chiffre d'affaires progresse de 27,2% avec un montant de 11,7 millions d'euros contre 9,2 millions d'euros en 2010, notamment grâce à l'intégration d'ARES Luxembourg. A périmètre constant, la croissance organique affiche un taux de 19,5%. Il faut signaler la signature d'un contrat important qui conduit à la création d'un centre de services partagés dédié à Lotus Notes pour le Groupe BNPP Paribas.

#### Canada

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2011 est de 31,1 millions d'euros contre 35,3 millions en 2010. Hors impact de la cession des activités Santé, à périmètre constant, le recul du chiffre d'affaires est de 2,6%.

#### Maroc

Le développement des activités locales et de la plate-forme near-shore continue de se poursuivre avec un chiffre d'affaires de 2,6 millions d'euros contre 2,4 millions en 2010.

## Résultats du Groupe

---

### Marge opérationnelle

La marge opérationnelle du Groupe s'élève au premier semestre 2011 à 20,5 millions d'euros soit 6,0% du chiffre d'affaires, contre 18,8 millions d'euros qui représentaient 5,6% du chiffre d'affaires au premier semestre 2010. Ceci représente une progression de la marge opérationnelle de 8,8% par rapport au premier semestre 2010.

#### En France

La marge opérationnelle s'élève à 13,5 millions d'euros, contre 11,6 millions d'euros au titre du premier semestre 2010. Ceci permet d'afficher une amélioration très significative avec un taux de 5,4% pour la période contre 4,8% au premier semestre 2010.

Cette amélioration résulte de la progression du taux d'activité (TACE) de 1,8 point et de la progression du taux de facturation journalier moyen (TJM) de 5%. Ceci traduit le résultat à la fois des réorganisations intervenues en 2009 et 2010 et la volonté de monter dans la chaîne de la valeur notamment avec l'appui de l'organisation sectorielle mise en place depuis 2009. Cette nouvelle organisation nous a permis de concrétiser des succès commerciaux significatifs, notamment des TMA/TRA pluriannuelles (39 M€) pour un opérateur téléphonique en France, la TRA des applications de gestion de l'énergie pour ERDF (5 M€), et l'infogérance des infrastructures pour le Musée du quai Branly (3 M€).

#### A l'International

La marge opérationnelle est restée globalement stable avec un montant de 7,0 millions d'euros au premier semestre 2011 contre 7,2 millions d'euros au premier semestre 2010 et le taux de marge opérationnelle est resté également stable en s'élevant à 7,5%. Ces résultats traduisent cependant des performances différenciées selon les pays.

Au Canada, la marge opérationnelle est de 4,7 millions d'euros contre 5,8 millions d'euros au premier semestre 2010 et le taux de marge opérationnelle passe de 16,4% au premier semestre 2010 à 15,0% au titre de ce semestre. Cette marge qui demeure très élevée est en baisse par rapport à juin 2010, en raison de l'impact du lancement de la nouvelle offre logicielle voyages, finalisée fin 2010, qui démarre lentement du fait d'un environnement économique affecté par la crise mondiale du tourisme

En Espagne, la marge opérationnelle a atteint 1,5 million d'euros au premier semestre 2011 contre 0,6 million d'euros en 2010 et le taux de marge opérationnelle s'est également nettement amélioré passant de 1,8% au premier semestre 2010 à 4,3% au titre de la période.

Au Portugal, la marge opérationnelle est restée stable en valeur à 0,2 million d'euros, ceci traduisant cependant une légère détérioration du taux de marge qui passe de 1,5% au titre du premier semestre 2010 à 1,2% au titre du premier semestre 2011.

En Europe du nord (Belux –Suisse), la marge opérationnelle évolue positivement de 0,2 million d'euros à 0,4 million d'euros, et le taux de marge passe de 2,5% au premier semestre 2010 à 3,2% au premier semestre 2011.

## Autres produits et charges opérationnels non courants

Au titre du premier semestre 2011, le Groupe a enregistré 2,0 millions d'euros de dotations aux amortissements des actifs incorporels affectés contre 2,1 millions d'euros au premier semestre 2010.

Les autres produits et charges opérationnels non courants enregistrés au premier semestre 2011 sont de 3,5 millions d'euros à comparer à 7,6 millions d'euros constatés au premier semestre 2010. Ces coûts comprennent pour l'essentiel ceux qui sont relatifs :

- o aux mesures de restructurations pour 1,9 millions d'euros dont 1,6 million exposé pour des actions entreprises en France ;
- o à la prise en charge pour 0,6 million d'euros de coûts imputables à la période et qui correspondent aux décisions de distributions d'actions gratuites;
- o à la prise en charge d'une provision complémentaire d'intérêts de retard de 0,2 million d'euros dans le cadre du litige fiscal en cours et à une provision sur risque fournisseur 0,4 million d'euros.

Ainsi le Résultat opérationnel s'établit à 14,9 millions d'euros contre 9,1 millions d'euros au premier semestre 2010, soit une progression de 64%.

## Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net et des autres produits et charges financiers s'élève à 2,5 millions d'euros au titre du premier semestre 2011 contre 3,0 millions d'euros au titre du premier semestre 2010.

La réduction des coûts est principalement liée à l'évolution favorable des taux dans la gestion des SWAP pendant le premier semestre 2011 par rapport à celle du premier semestre 2010.

## Impôts sur les résultats

Au premier semestre 2011, la charge d'impôts du Groupe ressort à 3,3 millions d'euros contre 1,0 million d'euros au premier semestre 2010. Ce dernier montant était en partie dû aux pertes enregistrées à l'occasion de l'abandon des filiales allemandes et italiennes. Compte tenu des perspectives de consommation à moyen terme de ce déficit fiscal en France par GFI Informatique et des autres filiales fiscalement intégrées au périmètre, il a été décidé d'activer dans les Etats financiers consolidés un produit d'impôt différé de 2,7 millions d'euros.

## Résultat net

Le résultat net de l'ensemble consolidé est un bénéfice de 9,1 millions d'euros, dont 8,4 millions d'euros au titre de la part du Groupe.

Il peut être comparé au résultat net après incidence des activités cédées du premier semestre 2010 qui était un bénéfice de 3,4 millions d'euros, dont 2,6 millions d'euros au titre de la part du Groupe. Avant incidence des activités abandonnées, le résultat net du premier semestre 2010 était un bénéfice de 5,1 millions d'euros.

## Situation financière

---

### Endettement net

L'endettement net du Groupe s'élève à 103,7 millions d'euros au 30 juin 2011 contre 87,0 millions d'euros au 31 décembre 2010 et 102,9 millions d'euros au 30 juin 2010. L'augmentation de la dette nette sur le semestre 2011 représente 16,7 millions d'euros et s'explique par :

- l'impact des flux nets de trésorerie générés par l'activité à hauteur de -8,0 millions d'euros ;
- les investissements réalisés par le Groupe, dont les variations de périmètre pour un montant total de -12,1 millions d'euros ;
- les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement pour un montant total de 48,4 millions d'euros ;
- ainsi que l'impact des variations de cours des devises sur ces différentes composantes.

### Flux de trésorerie générés par l'activité

C'est la progression des résultats qui procure l'amélioration de la capacité d'autofinancement sur la période. Elle s'élève à 20,8 millions d'euros à comparer aux 17,5 millions d'euros du premier semestre de l'exercice précédent.

La variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité enregistre une hausse de 24,0 M€. Cette augmentation s'explique pour un tiers par la saisonnalité et se résorbera sur le second semestre, pour un deuxième tiers par l'acquisition des actifs d'Ares avec un pic de BFR au 30 juin qui se résorbera également à partir du second semestre. Enfin, le solde provient pour l'essentiel d'un nombre très limité de clients qui ont décalé sur juillet leurs règlements et de la montée en puissance liée à la mise en place d'un nouveau logiciel de facturation et de gestion des affaires

Après versement de l'impôt, le flux net dégagé par l'activité est négatif de 8,0 millions d'euros sur la période.

### Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement

Le Groupe a réalisé 12,1 millions d'euros d'investissements sur le semestre dont principalement :

- 4,7 millions d'euros de frais de développement activés et d'achats de licences correspondant au développement des solutions logicielles du Groupe et à des projets internes ;
- 2,2 millions d'euros d'acquisitions d'immobilisations corporelles nécessaires aux opérations du Groupe ;
- 5,9 millions d'euros d'investissements liés aux variations de périmètre. Outre le prix décaissé à l'occasion de l'acquisition d'ARES, ce montant inclut également les versements effectués au titre d'acquisitions antérieures à la période, notamment le groupe BTM.

## Flux de trésorerie liés aux opérations de financement

Le Groupe a encaissé 48,4 millions d'euros sur le semestre qui est constitué principalement par les montants de :

- l'émission de l'Océane le 30 juin 2011, net des frais d'émission de l'Océane précomptés par les intermédiaires financiers, soit un total de 49,0 millions d'euros ;
- celui des remboursements des différents emprunts bancaires en cours pour un total de -16,3 millions d'euros ;
- le recours au tirage factor pour 17,4 millions d'euros ;
- celui de la gestion du contrat de liquidité des actions auto-détenues pour 0,7 millions d'euros ;
- et les charges d'intérêts et de couverture de la dette pour un montant de -2,4 millions d'euros.

## Effectifs

---

Fin juin 2011, les effectifs du Groupe s'élèvent à 9.377 personnes, contre 8.784 personnes fin décembre 2010 (dont 6.346 en France à fin juin 2011 contre 5.839 fin décembre 2010).

## Description des principaux risques et des principales incertitudes pour le second semestre 2011

---

Bien que le chiffre d'affaires de GFI INFORMATIQUE soit, pour une large part, protégé par des contrats cadres et des contrats pluriannuels et que les principaux clients, n'aient pas communiqué de signaux très négatifs, le Groupe reste très attentif à l'évolution de l'environnement économique et financier et suit de très près l'évolution de la situation.

Pour être complet, il convient de rappeler que dans l'actualisation du document de référence déposée à l'AMF le 22 juin 2011 à l'occasion de l'émission de l'Océane, le Groupe GFI rappelait à propos des facteurs de risques liés aux écarts d'acquisition que :

« La valeur des écarts d'acquisition est soumise au risque de dépréciation en cas de dégradation de l'activité concernée et/ou d'évolution défavorable de ses perspectives à long terme et/ou de paramètres externes (hausse des taux d'intérêt, crise économique). En effet, l'évaluation de la valeur de ces actifs est effectuée périodiquement sur la base des valeurs d'usages : les modalités d'évaluation sont sensibles aux éventuelles évolutions des caractéristiques du modèle économique sous-jacent. Par ailleurs, le risque de dépréciation des écarts d'acquisition peut également survenir dans le cadre d'une stratégie de désengagement, lorsque la cession d'une activité est envisagée. En effet, dans ce contexte particulier, l'évaluation de la valeur des écarts d'acquisition est alors effectuée sur la base du prix de cession estimé, net des coûts relatifs à la cession, qui peut être inférieur à la valeur comptable de l'activité.

A ce jour, la Société estime que les facteurs de risques décrits dans son document de référence déposé le 28 avril 2011 sous le numéro D.11-0400 n'ont pas évolué de manière significative depuis sa date de dépôt. »

## Evènements postérieurs à la clôture

---

Néant.



- 2 -

# Comptes semestriels consolidés condensés

période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2011



# Etats financiers consolidés

## ► Etat du résultat global consolidé

### Résultat

(en milliers d'euros)		30.06.11	30.06.10
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<i>note 1</i>	<b>342 678</b>	<b>336 826</b>
Charges de personnel	<i>note 2</i>	-243 462	-237 470
Achats et charges externes		-68 994	-73 885
Impôts, taxes et versements assimilés		-5 513	-4 636
Dotations aux amortissements (hors actifs incorporels affectés)		-4 032	-3 842
Autres produits et charges opérationnels courants		-226	1 808
<b>MARGE OPERATIONNELLE</b>		<b>20 451</b>	<b>18 801</b>
<b>Marge opérationnelle en %</b>		<b>6,0%</b>	<b>5,6%</b>
Dotations aux amortissements des actifs incorporels affectés		-1 980	-2 089
Restructurations	<i>note 3</i>	-1 896	-2 741
Résultat des cessions et liquidations	<i>note 3</i>	10	0
Dépréciation des écarts d'acquisition	<i>note 7</i>	0	0
Autres produits et charges opérationnels	<i>note 3</i>	-1 647	-4 862
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>14 938</b>	<b>9 109</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		20	7
Coût de l'endettement financier brut		-2 094	-2 161
<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>		<b>-2 074</b>	<b>-2 154</b>
Autres produits et charges financiers	<i>note 5</i>	-467	-811
<b>Impôts sur les résultats</b>	<i>note 6</i>	<b>-3 292</b>	<b>-1 035</b>
<b>RESULTAT NET AVANT RESULTAT DES ACTIVITES ABANDONNEES</b>		<b>9 105</b>	<b>5 109</b>
Résultat des activités abandonnées		0	-1 692
Résultat des sociétés intégrées par mise en équivalence		0	0
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>		<b>9 105</b>	<b>3 417</b>
dont part du Groupe		8 437	2 584
dont part ne donnant pas le contrôle		668	833
<i>Résultat de base par action (en euros)</i>	<i>note 9</i>	<i>0,16</i>	<i>0,08</i>
<i>Résultat dilué par action (en euros)</i>	<i>note 9</i>	<i>0,15</i>	<i>0,08</i>

### Autres éléments du résultat global

	30.06.11	30.06.10
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>	<b>9 105</b>	<b>3 417</b>
Variation des écarts actuariels	0	0
Variation des instruments de couverture	367	297
Différences de conversion enregistrées en capitaux propres	-1 188	4 195
Résultat global reconnu en capitaux propres	-821	4 492
<b>RESULTAT GLOBAL</b>	<b>8 284</b>	<b>7 909</b>
dont part du Groupe	7 616	7 076
dont part ne donnant pas le contrôle	668	833

## ► Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	30.06.11	30.06.10
Résultat net de l'ensemble consolidé avant résultat des activités abandonnées	9 105	5 109
Dotations nettes aux amortissements et provisions et autres éléments du résultat sans impact en trésorerie	6 033	8 542
Gains et pertes liés aux variations de juste valeur	33	-404
Plus ou moins-values nettes de cessions d'actifs	-45	183
Profits et pertes de dilution	0	0
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>15 126</b>	<b>13 430</b>
Coût de l'endettement financier net (retraité des variations de juste valeur)	1 980	2 006
Coût des sw ap	392	1 016
Charge d'impôt	3 292	1 035
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>20 790</b>	<b>17 487</b>
Impôt versé	-4 836	-5 909
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité	-23 993	-8 490
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÈRE PAR L'ACTIVITÉ</b>	<b>-8 039</b>	<b>3 088</b>
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	-4 656	-4 039
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	-2 205	-2 341
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	140	96
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	0	-1
+/- Incidences des variations de périmètre	-5 912	62
+/- Variations des prêts et avances consenties	485	3
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>-12 148</b>	<b>-6 220</b>
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital	0	0
+/- Rachats et reventes d'actions propres	679	27
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	0	0
+ Variation des capitaux propres liée à l'enregistrement de l'Océane	5 381	0
+ Souscriptions d'emprunts	43 622	460
- Remboursements d'emprunts	-16 296	-8 801
+/- Variation du tirage sur créances affacturées	17 377	22 015
- Intérêts financiers versés	-1 996	-1 869
- Coût des sw ap	-392	-1 016
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>48 375</b>	<b>10 816</b>
+/- Incidence des variations de cours des devises	-739	1 312
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE HORS ACTIVITÉS ABANDONNÉES</b>	<b>27 449</b>	<b>8 996</b>
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX ACTIVITÉS ABANDONNÉES</b>	<b>0</b>	<b>-5 058</b>
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE</b>	<b>27 449</b>	<b>3 938</b>

La variation de trésorerie nette présentée ci-dessus, ainsi que l'endettement net du Groupe se détaillent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31.12.10	Variations	30.06.11
Valeurs mobilières de placement	1 023	435	1 458
Disponibilités	29 366	25 856	55 222
Concours bancaires courants	-19 345	1 158	-18 187
<b>Trésorerie nette</b>	<b>11 044</b>	<b>27 449</b>	<b>38 493</b>
Endettement, part à long terme	-46 977	-29 605	-76 582
Emprunts auprès des établissements de crédit, part à court terme	-25 503	2 798	-22 705
Autres dettes financières à court terme	-25 567	-17 344	-42 911
<b>Endettement financier brut</b>	<b>-98 047</b>	<b>-44 151</b>	<b>-142 198</b>
<b>Endettement financier net</b>	<b>-87 003</b>	<b>-16 702</b>	<b>-103 705</b>

## ► Etat de la situation financière consolidée

(en milliers d'euros)		30.06.11	31.12.10
<b>ACTIF</b>			
Ecarts d'acquisition	<i>note 7</i>	210 408	210 003
Autres immobilisations incorporelles	<i>note 8</i>	45 198	43 183
Immobilisations corporelles		10 685	9 840
Actifs financiers non courants		3 639	4 004
Impôts différés actifs	<i>note 6</i>	3 232	2 517
Autres actifs non courants	<i>note 6</i>	6 474	6 474
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>279 636</b>	<b>276 021</b>
Stocks de marchandises		1 533	1 666
Clients et comptes rattachés		248 478	215 912
Autres créances		34 826	33 339
Charges constatées d'avance		6 167	5 111
Trésorerie et équivalents de trésorerie		56 680	30 389
<b>ACTIFS COURANTS</b>		<b>347 684</b>	<b>286 417</b>
<b>ACTIFS DESTINES A LA VENTE</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>627 320</b>	<b>562 438</b>
(en milliers d'euros)		30.06.11	31.12.10
<b>PASSIF</b>			
Capital		108 588	108 588
Primes		36 190	36 190
Réserves consolidées		36 734	28 029
Autres		2 144	-2 634
Réserves de conversion		3 932	6 328
<b>CAPITAUX PROPRES, Part du groupe</b>		<b>187 588</b>	<b>176 501</b>
Part ne donnant pas le contrôle		6 711	6 333
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<i>note 9</i>	<b>194 299</b>	<b>182 834</b>
Endettement, part à long terme	<i>note 10</i>	76 582	47 142
Impôts différés passifs	<i>note 6</i>	3 152	3 215
Provisions non courantes	<i>note 11</i>	21 340	19 732
Autres passifs financiers non courants	<i>note 12</i>	358	475
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>101 432</b>	<b>70 564</b>
Provisions courantes	<i>note 13</i>	4 913	6 111
Endettement, part à court terme	<i>note 10</i>	83 803	70 250
Passifs financiers courants		293	719
Autres passifs financiers courants	<i>note 12</i>	3 917	7 078
Fournisseurs		46 205	46 822
Dettes fiscales et sociales		137 241	131 980
Autres passifs courants		11 660	11 050
Produits constatés d'avance		43 557	35 030
<b>PASSIFS COURANTS</b>		<b>331 589</b>	<b>309 040</b>
<b>PASSIF DESTINES A LA VENTE</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>627 320</b>	<b>562 438</b>

## ► Variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital	Prime d'émission	Réserves groupe	Titres de l'entreprise consolidante	Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	Réserve de conversion	Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
<b>Situation au 31 12 2009</b>	<b>108 588</b>	<b>86 178</b>	<b>-35 036</b>	<b>-1 242</b>	<b>-2 974</b>	<b>1 399</b>	<b>156 913</b>	<b>2 069</b>	<b>158 982</b>
Résultat premier semestre 2010			2 584				2 584	833	3 417
Résultat global reconnu en capitaux propres					297	4 195	4 492		4 492
<b>Résultat global 1er semestre 2010</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 584</b>	<b>0</b>	<b>297</b>	<b>4 195</b>	<b>7 076</b>	<b>833</b>	<b>7 909</b>
Reclassements <sup>(1)</sup>		-49 988	49 988			0	0		0
Titres de l'entreprise consolidante			-123	150			27		27
Valorisation des paiements en actions			0		260		260		260
Variation de périmètre							0	-20	-20
Variation de la réserve de conversion						3 398	3 398	388	3 786
<b>Situation au 30 06 2010</b>	<b>108 588</b>	<b>36 190</b>	<b>17 413</b>	<b>-1 092</b>	<b>-2 417</b>	<b>8 992</b>	<b>167 674</b>	<b>3 270</b>	<b>170 944</b>
Résultat second semestre 2010			9 367				9 367	3 381	12 748
Résultat global reconnu en capitaux propres					418	-804	-386		-386
<b>Résultat global 2nd semestre 2010</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9 367</b>	<b>0</b>	<b>418</b>	<b>-804</b>	<b>8 981</b>	<b>3 381</b>	<b>12 362</b>
Titres de l'entreprise consolidante			28	180			208		208
Valorisation des paiements en actions			0		277		277		277
Variation de périmètre							0	-287	-287
Reclassements <sup>(1)</sup>			1 221			-1 221	0		0
Variation de la réserve de conversion						-639	-639	-31	-670
<b>Situation au 31 12 2010</b>	<b>108 588</b>	<b>36 190</b>	<b>28 029</b>	<b>-912</b>	<b>-1 722</b>	<b>6 328</b>	<b>176 501</b>	<b>6 333</b>	<b>182 834</b>
Résultat premier semestre 2011			8 437				8 437	668	9 105
Résultat global reconnu en capitaux propres					367	-1 188	-821		-821
<b>Résultat global 1er semestre 2011</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8 437</b>	<b>0</b>	<b>367</b>	<b>-1 188</b>	<b>7 616</b>	<b>668</b>	<b>8 284</b>
Titres de l'entreprise consolidante			268	411			679		679
Valorisation des paiements en actions			0		472		472		472
Valorisation de l'Océane					3 528		3 528		3 528
Variation de périmètre							0		0
Variation de la réserve de conversion						-1 208	-1 208	-290	-1 498
<b>Situation au 30 06 2011</b>	<b>108 588</b>	<b>36 190</b>	<b>36 734</b>	<b>-501</b>	<b>2 645</b>	<b>3 932</b>	<b>187 588</b>	<b>6 711</b>	<b>194 299</b>

(1) Les reclassements concernent l'affectation du résultat social 2009 de la société mère du Groupe pour 49 988 milliers d'euros, ainsi que des écarts de conversion reclassés des réserves de conversion aux réserves Groupe pour un montant de 1 221 milliers d'euros.

# Notes annexes aux comptes consolidés semestriels condensés

---

## I. Informations générales

---

GFI INFORMATIQUE S.A. est la société mère d'un Groupe international de services en technologies de l'information.

GFI INFORMATIQUE met au service de ses clients son savoir-faire structuré en cinq branches : Conseil, Application services, Infrastructures services, Software, Entreprise services. Dans le cadre de l'industrialisation de ses lignes d'activité, le Groupe dispose de 11 centres d'expertises, de 2 centres de services nationaux et de 3 centres off-shore.

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2011 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 31 août 2011.

## II. Principes et méthodes comptables

---

Les comptes consolidés du Groupe GFI Informatique sont établis selon les normes comptables internationales IAS/ IFRS applicables au 30 juin 2011 telles qu'approuvées par l'Union Européenne. Le référentiel des normes comptables internationales IAS/IFRS est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

Pour les textes ayant une incidence sur les comptes consolidés du Groupe GFI Informatique, il n'y a pas de divergences entre le référentiel approuvé par l'Union Européenne et les normes et interprétations publiées par l'IASB.

Les comptes consolidés semestriels condensés au 30 juin 2011 sont établis conformément à la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire". A ce titre, ils doivent être lus conjointement avec les états financiers du 31 décembre 2010.

Les normes suivantes, les interprétations et les amendements de normes existantes qui ont été publiées, sont obligatoires aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011 :

- IAS 24 (révisée) – Informations relatives aux parties liées ;
- Amendement à IFRS 1 – Exemptions relatives aux informations à fournir au titre d'IFRS 7 ;
- Amendement à IFRS 32 – Classification de droits de souscription ;
- Amendements portant sur plusieurs normes IFRS, issus du programme d'amélioration annuelle des IFRS de mai 2010 ;
- IFRIC 19 – Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres ;
- Amendement à IFRIC 14 – Paiements anticipés des exigences de financement minimal.

L'impact de l'adoption des autres nouvelles normes, interprétations et amendements aux normes existantes sur les états financiers du Groupe reste limité.

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés ne tiennent pas compte :

- des projets de normes à l'état d'exposé – sondage au niveau de l'« International Accounting Standards Board » (IASB)
- des nouvelles normes, interprétations et amendements de normes existantes non encore approuvées par l'Union Européenne, notamment :
  - IFRS 9 – Instruments financiers (remplacement d'IAS 39) ;

Amendement à IFRS 1 – Hyperinflation grave ;  
Amendement à IFRS 7 – Informations à fournir : Transferts d'actifs financiers ;  
Amendement à IAS 12 – Impôts différés : Recouvrement des actifs sous-jacent ;  
IFRS 10 – Etats financiers consolidés ;  
IFRS 11 : Accords conjoints ;  
IFRS 12 : Informations à fournir sur les participations dans les autres entités ;  
IFRS 13 : Evaluation de la juste valeur ;  
IAS 27 (révisée) – Etats financiers consolidés et individuels ;  
IAS 28 (révisée) – Participations dans des entreprises associées ;  
Amendement IAS 1 – Présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI) ;  
Amendements IAS 19 – Avantage du personnel.

Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont identiques à celles utilisées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2010.

- - -

La préparation des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables et hypothèses déterminantes. La direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Les domaines pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés concernent notamment l'évaluation des engagements en matière de retraite, les tests de dépréciation sur les écarts d'acquisition et les provisions pour risques et charges. Dans le cadre d'un arrêté semestriel, les provisions pour primes annuelles et la charge d'impôt constituent également des estimations significatives.

## III. Faits caractéristiques et périmètre de consolidation

---

### Faits caractéristiques

#### Océane

En date du 30 juin 2011, le Groupe a procédé à une émission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (« OCEANE ») à échéance 1er janvier 2017, d'un montant nominal de 50 millions d'euros.

Les principales caractéristiques de cette émission sont les suivantes<sup>3</sup> :

- Les obligations ont été émises au pair. Elles sont remboursables au pair le 1<sup>er</sup> janvier 2017.
- La valeur nominale unitaire des obligations a été fixée à 4,96 euros, faisant ressortir une prime d'émission de 30% par rapport au Cours de Référence<sup>4</sup> de l'action GFI Informatique sur le marché NYSE Euronext à Paris.
- Les obligations portent intérêt à un taux annuel de 5,25% payable annuellement à terme échu le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, en l'absence de conversion et/ou d'échange en actions et en l'absence d'amortissements anticipés.
- Les obligations donnent droit à l'attribution d'actions nouvelles et/ou existantes GFI Informatique, à raison d'une action pour une Obligation, sous réserve d'éventuels ajustements ultérieurs. À tout moment à compter du 30 juin 2011 (et jusqu'au septième jour ouvré inclus qui précède la date de remboursement normal ou anticipé), les porteurs d'Obligations pourront demander l'attribution d'actions de GFI Informatique.
- Les obligations peuvent faire l'objet d'un remboursement anticipé au gré de la Société, sous certaines conditions.

Cette émission a été souscrite en intégralité dans le cadre du délai de priorité offert aux actionnaires de GFI Informatique. L'actionnaire Boussard & Gavaudan a souscrit 9.862.987 des 10.080.645 Obligations émises, pour un montant de 48.920 milliers d'euros, correspondant à 97,8% du montant total de l'émission.

Le produit de l'émission permettra à GFI Informatique, conformément à son plan stratégique, de saisir les opportunités de croissance externe qui pourraient se présenter dans un marché en consolidation, y compris le refinancement d'opérations intervenues depuis le début de l'exercice 2011, et, dans un second temps, de diversifier ses sources de financement et d'allonger la maturité de sa dette.

L'emprunt obligataire est retraité pour distinguer la composante dette d'une part et la composante capitaux propres d'autre part :

- La première composante (Obligation) s'analyse comme un instrument de dette qui se caractérise par l'existence d'une obligation contractuelle, à la charge de l'émetteur, de remettre au porteur de l'instrument financier des liquidités ou d'autres actifs financiers.
- La seconde composante (BSAR) s'analyse comme un instrument de capitaux propres donnant au porteur l'option d'accéder au capital de la société.

La partie dette est évaluée selon la méthode du coût amorti préconisée par la norme IAS 39.

La composante capitaux propres est inscrite en capitaux propres pour un montant égal à la différence entre le produit de l'émission et la valeur de la composante dette actualisée. La valeur inscrite à l'origine dans les capitaux propres ne sera pas réévaluée durant toute la vie de l'Océane

---

<sup>3</sup> La note d'opération visée par l'AMF est disponible sur le site [www.gfi.fr](http://www.gfi.fr)

<sup>4</sup> Le Cours de Référence correspond à la moyenne des cours de l'action GFI Informatique pondérés par les volumes constatés sur le marché Euronext Paris depuis l'ouverture de la séance de bourse du 28 juin 2011 jusqu'à 12h00 (heure de Paris), de 3.81 euros.

La composante dette s'élève à 45,4 millions d'euros et la composante capitaux propres s'élève à 3,5 millions d'euros nette d'impôt.

Les frais d'émission d'emprunt enregistrés ont été comptabilisés en diminution de la composante dette comme requis en IFRS.

L'effet dilutif de l'OBSAR est intégré dans le calcul du résultat dilué par action. Il n'y a pas d'impact sur la période compte tenu du prorata temporis.

### **Plans d'actions gratuites**

Le Conseil d'administration du 10 mars 2011 a attribué des droits à actions gratuites au profit des salariés et dirigeants des sociétés du Groupe. Les actions seront acquises aux bénéficiaires à l'issue d'une période d'acquisition minimale de deux ans et sous des conditions de performances du Groupe. Elles sont également soumises à une condition de conservation par les bénéficiaires pendant une période de deux ans. Le nombre maximal d'actions gratuites attribuées sera de 508 000 actions au titre du plan réservé aux dirigeants et de 91 725 au titre du plan applicable à l'ensemble des salariés des entités françaises du Groupe.

La juste valeur des actions à la date d'attribution s'élève à 3,50 euros et, compte tenu de la probabilité d'atteinte des conditions de performances, la charge de la période s'élève à 207 milliers d'euros. Les cotisations sociales afférentes sont comptabilisées en « autres produits et charges opérationnels ».

### **Activation de déficit fiscal en France**

Le groupe d'intégration fiscal, dont la mère est GFI Informatique, a dégagé une perte significative en 2010 liée notamment aux opérations de cessions intervenues au premier semestre 2010. Compte tenu des impôts différés passifs constatés au cours de la période et de la mise à jour des perspectives de consommation à moyen terme de ce déficit fiscal en France, par GFI Informatique SA et les autres filiales fiscalement intégrées au périmètre, la Groupe a décidé d'activer dans les Etats Financiers Consolidés ce déficit à hauteur de 7,9 millions d'euros en base, dégagant ainsi un produit d'impôt différé de 2,7 millions d'euros (Cf. NOTE 6 : « Impôts sur les résultats »).

## Périmètre de consolidation

### **Acquisition Ares**

A compter du 15 février 2011, GFI INFORMATIQUE a repris les actifs, le fonds de commerce et les passifs sociaux de la Société ARES SA en France, constitués pour l'essentiel des activités de services applicatifs et aux infrastructures à Paris, Orléans, Pau, Lyon, Bordeaux, Lille, Montpellier, ainsi que des titres de la société ARES LUXEMBOURG.

L'ensemble des activités comprend un effectif de 404 personnes en France et 29 au Luxembourg. Ces effectifs sont quasiment tous facturables, GFI INFORMATIQUE n'ayant pas souhaité reprendre le personnel administratif. Les collaborateurs ont été intégrés au sein de GFI INFORMATIQUE dans les activités Application Services et Infrastructure Services. Le portefeuille clients comprend notamment : l'APHP, le Ministère de la Défense, la DGAC, TOTAL, BAYER, ARAMICE, la BEI au Luxembourg. Le secteur public, très important en volume, est complémentaire par rapport à celui de GFI INFORMATIQUE. Le secteur des retraites, où GFI INFORMATIQUE est absent aujourd'hui, est également très bien représenté chez ARES et représente un potentiel important. Enfin, la branche Infrastructures consolidera les activités à forte valeur ajoutée de Pau et du Luxembourg.

Le prix payé s'élève à 2,9 millions d'euros. La détermination et l'affectation de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables relatifs à cette acquisition seront finalisées dans le délai d'affectation. Dans les comptes ci-après, l'acquisition a généré la constatation d'un écart d'acquisition et d'actifs incorporels à hauteur d'un montant global de 4,0 millions d'euros.

### **Fusions et liquidations**

Afin de simplifier et rationaliser son organigramme, le Groupe a procédé aux opérations suivantes :

- Les filiales SCBF et A2PC ont été fusionnées respectivement en date des 31 janvier et 31 mars 2011 dans leur société mère GFI Informatique et GFI Informatique-Production ;
- La filiale hollandaise sans activité GFI CONSULTING NETHERLAND B.V a été liquidée au cours de la période.

#### **Autres opérations juridiques**

Les dénominations sociales des deux filiales canadiennes suivantes ont été modifiées :

- FORTSUM SOLUTIONS D'AFFAIRES INC. est devenue GFI SOLUTIONS PME ;
- FORTSUM SERVICES CONSEILS INC. est devenue GFI INTEGRATION.

#### **Impacts des variations de périmètre**

Il n'y a pas eu de modifications significatives du périmètre de consolidation au titre de la période.

L'impact de ces opérations sur les états financiers du Groupe étant inférieur au seuil de 25% défini par l'AMF, il n'a pas été établi de comptes pro-forma.

#### **Liste des sociétés consolidées**

Il n'y a pas eu, sur le 1<sup>er</sup> semestre 2011, de changements significatifs de périmètre en dehors de ceux précédemment présentés. La liste des sociétés consolidées est présentée dans les Etats Financiers Consolidés du Groupe au 31 décembre 2010.

## V. Notes sur l'état du résultat global consolidé

### NOTE 1 : CHIFFRE D'AFFAIRES

L'évolution de la répartition géographique du chiffre d'affaires s'établit comme suit :

(en milliers d'euros)	30.06.11	30.06.10
<b>France</b>	<b>249 987 73%</b>	<b>241 373 72%</b>
<b>Europe du Sud</b>	<b>47 320 14%</b>	<b>48 568 14%</b>
Espagne	34 152 72%	33 414 69%
Portugal	13 168 28%	15 154 31%
<b>Europe du Nord</b>	<b>11 672 3%</b>	<b>9 178 3%</b>
Benelux	10 991 94%	8 727 95%
Suisse	681 6%	451 5%
<b>Hors Europe</b>	<b>33 699 10%</b>	<b>37 707 11%</b>
Canada	31 078 92%	35 276 94%
Maroc	2 621 8%	2 431 6%
<b>Total</b>	<b>342 678 100%</b>	<b>336 826 100%</b>

### NOTE 2 : CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

(en milliers d'euros)	30.06.11	30.06.10
Rémunérations du personnel	173 126	169 710
Charges sociales	69 864	67 243
Participation et intéressement	472	517
<b>Total</b>	<b>243 462</b>	<b>237 470</b>

L'effectif moyen du Groupe, hors effectif des activités abandonnées, est le suivant :

Effectif moyen	30.06.11	30.06.10
Cadres	7 841	7 617
Employés, techniciens, agents de maîtrise	1 384	1 344
<b>Total</b>	<b>9 225</b>	<b>8 961</b>

Les avantages au personnel provisionnés sont présentés dans la note afférente aux « Provisions non courantes ».

## NOTE 3 : RESULTAT OPERATIONNEL

### Restructurations

Les charges de restructuration comprises dans le résultat opérationnel concernent principalement la France pour un montant de 1 615 milliers d'euros.

### Résultat des cessions et liquidations

Le résultat des cessions et liquidation correspond à la liquidation survenue sur la période.

### Dépréciation des écarts d'acquisition

Les UGT pour lesquelles des indices de perte de valeur ont été constatés au titre de la période ont donné lieu à des tests d'évaluation au 30 juin 2011. Compte tenu des hypothèses retenues en termes de rentabilité et de besoin en fonds de roulement d'exploitation, aucune dépréciation n'a été constatée au 30 juin 2011.

### Autres produits et charges opérationnels

(en milliers d'euros)	30.06.11	30.06.10
Déménagement	103	-4 246
Actions gratuites	-636	-260
Opérations de périmètre	-228	0
Autres	-886	-356
<b>Total</b>	<b>-1 647</b>	<b>-4 862</b>

### Actions gratuites

Les Conseil d'administration des 9 décembre 2009 et 10 mars 2011 ont attribué des droits à actions gratuites au profit des salariés et dirigeants des sociétés du Groupe. Les actions seront acquises aux bénéficiaires à l'issue d'une période d'acquisition minimale de deux ans et sous des conditions de performances du Groupe.

Le nombre maximal d'actions gratuites attribuées sera de 1 183 725. Compte tenu de la probabilité d'atteinte des conditions de performances et de présence, la charge de la période s'élève à 636 milliers d'euros.

### Autres

Les autres charges non courantes comprennent notamment, les intérêts de retards sur les droits en principal du litige fiscal provisionnés pour un montant de 204 milliers d'euros ainsi qu'une provision sur un risque avec un fournisseur à hauteur de 300 milliers d'euros.

## NOTE 4 : COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en milliers d'euros)	30.06.11	30.06.10
Plus-values sur cession de VMP	20	6
<b>Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie</b>	<b>20</b>	<b>6</b>
Charges d'intérêt	-1 551	-1 730
Variation de juste valeur des emprunts et emprunts obligataires	-93	-148
Charges d'intérêt liées à l'affacturage	-450	-282
<b>Coût de l'endettement financier</b>	<b>-2 094</b>	<b>-2 160</b>
<b>COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>-2 074</b>	<b>-2 154</b>

## NOTE 5 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

(en milliers d'euros)	30.06.11	30.06.10
Gains de change	27	25
Pertes de change	-2	-141
Variation de valeur des instruments financiers	59	427
Effet des actualisations	0	125
Coût financier des engagements envers le personnel	-260	-234
Dépréciations nettes des reprises	-10	-32
Autres produits financiers (SWAP et autres)	116	60
Autres charges financières (SWAP et autres)	-397	-1 041
<b>AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS</b>	<b>-467</b>	<b>-811</b>

## NOTE 6 : IMPOTS SUR LES RESULTATS

### Activation de déficit fiscal

Cf. paragraphe « Activation de déficit fiscal en France » de la partie « III. Faits caractéristiques et périmètre de consolidation ».

### Traitement comptable de la CET

La CVAE, qui selon l'analyse du Groupe répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12 est comptabilisée en impôt sur le résultat, pour un montant de 3,2 millions d'euros au titre de la période.

### Intégration fiscale

En France, le périmètre d'intégration fiscale de GFI Informatique au 30 juin 2011 comprend 11 sociétés. Au titre de la période, l'option pour l'intégration fiscale a généré une économie d'impôt de 1.456 milliers d'euros pour le Groupe.

### Rapprochement entre l'impôt théorique et l'impôt effectif

Le rapprochement entre la charge d'impôt et le produit du bénéfice comptable multiplié par le taux d'impôt applicable est le suivant :

(en milliers d'euros)	30.06.11	30.06.10
Résultat* avant impôt sur les sociétés	12 397	6 144
<b>Impôt théorique</b>	<b>4 268</b>	<b>2 115</b>
Reports déficitaires non activés	782	4 767
Utilisation de reports déficitaires non activés précédemment	-106	-272
Actifs d'impôts non recouvrables sur retraitements de consolidation	-182	-7 843
Effet des différences fiscales permanentes	-188	-692
Impact des dépréciations d'écarts d'acquisition	0	0
Impact des reports déficitaires antérieurs activés	-2 713	0
Impact des variations de taux d'impôt	-344	-334
Impact net d'impôt de la CVAE	2 081	1 963
Autres	-306	1 331
<b>Impôt sur les résultats</b>	<b>3 292</b>	<b>1 035</b>
Dont :		
Impôts courants	4 836	5 909
Produit de carry-back	0	0
Impôts différés	-1 544	-4 874
Taux d'impôt réel	26,6%	16,8%

Le Crédit d'impôt recherche comptabilisé en France par le Groupe s'élève au titre de la période à 1 231 milliers d'euros. L'économie d'impôt réalisée au titre de ce produit non taxable est présentée avec les autres éléments de rapprochement entre la charge d'impôt théorique et l'impôt effectif.

## Impôts différés

Au 30 juin 2011, les sources d'impôt différé sont les suivantes en France et à l'international.

(en milliers d'euros)	31.12.10	Variations de périmètre	Impact des variations de taux d'impôt	Autres et Ecart de conversion	Impact sur le résultat	30.06.11
<b>Différences temporaires issues des déclarations fiscales</b>						
• Différences temporaires fiscales (participation des salariés, participation à l'effort de construction et organic)	1 054				26	1 080
• Contrôle fiscal, provisions réintégréées non taxables ultérieurement	0					0
• Autres différences temporaires fiscales	1 053				-252	801
<b>Différences liées aux retraitements en consolidation</b>						
• Reports déficitaires activés	1 419				2 680	4 099
• Immobilisations générées en interne et fiscalité liée	-5 702				-632	-6 334
• Provision pour indemnités de départ à la retraite	2 968	248			235	3 451
• Relations clientèle	-671	-243			243	-671
• Autres différences	-284	288		-1 053	-783	-1 832
<b>Impôts différés France</b>	<b>-163</b>	<b>293</b>	<b>0</b>	<b>-1 053</b>	<b>1 517</b>	<b>594</b>
• Différences temporaires fiscales	-2 811			82	-145	-2 874
• Reports déficitaires activés	3 116				56	3 172
• Autres différences	-840	-138	16	50	100	-812
<b>Impôts différés International</b>	<b>-535</b>	<b>-138</b>	<b>16</b>	<b>132</b>	<b>11</b>	<b>-514</b>
<b>Total impôts différés nets</b>	<b>-698</b>	<b>155</b>	<b>16</b>	<b>-921</b>	<b>1 528</b>	<b>80</b>
dont						
Impôts différés actifs	2 517					3 232
Impôts différés passifs	-3 215					-3 152

## Autres actifs non courant

Les autres actifs non courants sont composés de la créance de carry-back constatée en France en 2010 pour un montant de 6 474 milliers d'euros, à la suite de la significative perte fiscale dégagée dans le cadre des cessions des filiales italiennes et allemandes au premier semestre 2010.

Cette créance sera recouvrable au plus tard en avril 2016.

## IV. Notes sur l'état de la situation financière consolidée

### NOTE 7 : ECARTS D'ACQUISITION

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
<b>31 décembre 2010</b>	<b>224 115</b>	<b>14 112</b>	<b>210 003</b>
Activité en cours de cession			0
Acquisitions	2 157		2 157
Compléments de prix	-20		-20
Cessions			0
Dépréciations de la période			0
Ecarts de change	-1 614	118	-1 732
<b>30 juin 2011</b>	<b>224 638</b>	<b>14 230</b>	<b>210 408</b>

La variation des écarts d'acquisitions relative aux acquisitions correspond principalement à l'activité ARES.

Au 30 juin 2011, les soldes dus au titre des engagements fermes d'acquisition et des compléments de prix relatifs aux prises de participation sont évalués à 4 275 milliers d'euros et sont constatés en passifs financiers courants et non courants, en fonction de leurs échéances (cf. NOTE 12 : « Autres passifs financiers non courants et courants »).

Les UGT correspondent à des ensembles homogènes correspondant au niveau principal de suivi par le management. Le Groupe présente neuf UGT regroupant les activités de services « offre intégrée » par pays ainsi que les activités logiciels par pays, le cas échéant.

La méthode d'évaluation retenue pour la détermination des valeurs d'usage est celle des flux de trésorerie futurs actualisés.

Les prévisions d'activité sont basées, pour les principales sociétés opérationnelles, sur les budgets d'exploitation arrêtés par la Direction pour l'exercice 2011 avec des taux de croissance pour les années 2012 à 2015 compris entre 3% et 6% pour les UGT françaises, entre 6% et 7% pour les UGT d'Europe du Sud (Espagne et Portugal) et entre 5% et 8% pour celles d'Europe du Nord (Suisse et Benelux) et du Canada.

Le taux d'actualisation retenu s'élève à 9,5%. Le taux de croissance à l'infini est fixé à 2,5%. La combinaison de ces deux paramètres correspond aux valeurs usuellement retenues dans le secteur. Les risques spécifiques à certaines UGT sont intégrés dans les hypothèses de flux de trésorerie.

Comme stipulé en NOTE 3 : 'Résultat opérationnel', les UGT pour lesquelles des indices de perte de valeur ont été constatés au titre de la période ont donné lieu à des tests d'évaluation au 30 juin 2011. Compte tenu des hypothèses retenues en termes de rentabilité et de besoin en fonds de roulement d'exploitation, aucune dépréciation n'a été constatée au 30 juin 2011.

## NOTE 8 : AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers d'euros)			30.06.11	31.12.10
	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Logiciels acquis	9 154	7 492	1 662	1 562
Logiciels créés	6 945	2 961	3 984	4 196
Frais de développement	35 153	12 999	22 154	19 790
Relations clientèle	30 630	13 232	17 398	17 635
<b>Total</b>	<b>81 882</b>	<b>36 684</b>	<b>45 198</b>	<b>43 183</b>

Les logiciels acquis correspondent aux licences d'exploitation des logiciels et progiciels informatiques acquises. Les logiciels créés correspondent aux frais afférents au projet ERP pour le Groupe (projet THESEUS).

L'évolution des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes
<b>31 décembre 2010</b>	<b>75 947</b>	<b>32 764</b>	<b>43 183</b>
Immobilisations acquises	584		584
Immobilisations générées en interne	4 343		4 343
Immobilisations cédées	-5	-5	0
Amortissements de la période		4 348	-4 348
Entrées de périmètre	2 400		2 400
Sortie de périmètre			0
Ecart de change	-1 387	-423	-964
<b>30 juin 2011</b>	<b>81 882</b>	<b>36 684</b>	<b>45 198</b>

La variation relative aux entrées de périmètre correspond à l'acquisition ARES.

Les immobilisations générées en interne représentent les frais de développement activés dans le cadre de l'activité « Edition de progiciels » du Groupe.

## NOTE 9 : CAPITAUX PROPRES

L'état des variations des capitaux propres est présenté dans la première partie des états financiers consolidés.

### Évolution du capital social

Le capital est composé au 31 décembre 2010 de 54 293 742 actions de 2 euros de valeur nominale et s'élève ainsi à 108 587 484 euros.

Au 30 juin 2011, le nombre total d'actions dont l'émission a été autorisée par l'Assemblée Générale des actionnaires et pour lesquelles l'autorisation n'a pas été utilisée est de 17 769 630 actions.

### Opération sur les titres auto-détenus

La rubrique « Titres de l'entreprise consolidante » représentait 315 659 titres au 31 décembre 2010, valorisés à 912 milliers d'euros. Au cours de l'exercice, l'acquisition de 563 649 titres d'autocontrôle au prix moyen de 3,59 euros par titre ainsi que la cession de 751 617 titres d'autocontrôle ont porté ce nombre de titres à 127 691 au 30 juin 2011. Ces titres représentent 0,2% du nombre total d'actions en circulation au 30 juin 2011.

## Résultat par action

	30.06.11	30.06.10	2010
Résultat, part du Groupe avant activités abandonnées (en milliers d'euros)	8 437	4 276	13 511
<b>RESULTAT DE BASE PAR ACTION (Part du Groupe, avant résultat des activités abandonnées)</b>			
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	54 293 742	54 293 742	54 293 742
Nombre moyen de titres autodétenus	-221 675	-379 788	-346 879
Résultat par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (en euros)	0,16	0,08	0,25
<b>RESULTAT DILUE PAR ACTION (Part du Groupe, avant résultat des activités abandonnées)</b>			
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	54 293 742	54 293 742	54 293 742
Nombre moyen d'actions liées à l'Océane susceptibles d'être émises	0	na	na
Nombre moyen d'actions gratuites susceptibles d'être attribuées	632 099	399 456	399 456
Nombre moyen de titres autodétenus	-221 675	-379 788	-346 879
Nombre moyen d'actions dilué	54 704 166	54 313 411	54 346 319
Résultat dilué par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (en euros)	0,15	0,08	0,25

Le nombre d'actions liées à l'Océane susceptibles d'être émises s'élève à 10 080 645 actions. Les obligations ayant été émises le 30 juin 2011, sur la période, leur nombre moyen est nul.

A titre de rappel, le résultat des activités abandonnées au titre du premier semestre 2010 est présenté ci-dessous :

	30.06.11	30.06.10
Résultat des activités abandonnées	0	-1 692
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	54 293 742	54 293 742
Résultat par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (en euros)	0,00	-0,03
Nombre moyen d'actions dilué	54 704 166	54 313 411
Résultat dilué par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (en euros)	0,00	-0,03

## Dividendes

L'Assemblée Générale Ordinaire du 19 mai 2011 n'a pas voté de versement de dividendes en 2011 dans le cadre de l'affectation des résultats 2010.

## NOTE 10 : ENDETTEMENT

### Endettement, part à long terme

(en milliers d'euros)	30.06.11	31.12.10	juin-13	juin-14	juin-15	juin-16	juin-17
Emprunt obligataire	43 573	na					43 573
Emprunts auprès des établissements de crédit	32 378	46 297	13 005	12 950	6 423		
Dettes de crédit-bail, part à long terme	631	845	358	211	62		
<b>Total</b>	<b>76 582</b>	<b>47 142</b>	<b>13 363</b>	<b>13 161</b>	<b>6 485</b>	<b>0</b>	<b>43 573</b>

Cf. paragraphe « Océane » de la partie « III. Faits caractéristiques et périmètre de consolidation » concernant l'emprunt obligataire émis le 30 juin 2011.

Les flux de trésorerie reçus correspondant, net des frais, sont présentés sur les lignes « Variation des capitaux propres liée à l'enregistrement de l'Océane » et « Souscription d'emprunts » du Tableau des Flux de trésorerie pour un total de 49 millions d'euros.

## Endettement, part à court terme

(en milliers d'euros)	30.06.11	31.12.10
Emprunts auprès des établissements de crédit, part à court terme	22 705	25 339
Dettes de crédit-bail, part à court terme	424	437
Concours bancaires courants	18 187	19 347
Tirages sur créances affacturées	42 282	24 905
Intérêts courus non échus sur emprunts et dettes financières diverses	205	222
<b>Total</b>	<b>83 803</b>	<b>70 250</b>

## Covenants bancaires

Les contrats d'emprunts bancaires incluent des clauses conventionnelles dites de défaut, pour lesquelles les critères financiers sont appréciés lors de la clôture semestrielle.

Les covenants sont respectés au 30 juin 2011, GFI Informatique se situant à un niveau inférieur aux limites fixées par ces contrats bancaires sur la base du bilan et des performances de la période.

## NOTE 11 : PROVISIONS NON COURANTES

Les provisions non courantes concernent, selon le détail ci-dessous :

- les indemnités de départ en retraite en France ;
- ainsi que la provision liée à la vérification fiscale de GFI Informatique.

(en milliers d'euros)	31.12.10	Variation de périmètre	Augmentations	Diminutions	Variation des écarts actuariels	30.06.11
Indemnités de départ à la retraite	9 640	720	784	-100		11 044
Litige fiscal	10 092		204			10 296
<b>Total</b>	<b>19 732</b>	<b>720</b>	<b>988</b>	<b>-100</b>	<b>0</b>	<b>21 340</b>

## Indemnités de départ en retraite

Les indemnités légales et conventionnelles sont provisionnées pour chacun des salariés du Groupe présent en fonction de leur ancienneté théorique le jour de leur départ en retraite, conformément à la norme IAS 19.

L'évolution de l'engagement de retraite du Groupe se détaille de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	
<b>Provision pour indemnités de départ en retraite au 31 décembre 2010</b>	<b>9 640</b>
Entrée de périmètre	720
Coûts des services rendus au cours de la période	501
Coût financier	260
Effet de toute réduction ou liquidation	-100
Coûts des services passés pris en charge de la période	23
Variations des écarts actuariels	0
<b>Provision pour indemnités de départ en retraite au 30 juin 2011</b>	<b>11 044</b>

La modification de la Convention Collective Nationale du SYNTEC en 2004 a généré un coût total des services passés de 1 219 milliers d'euros. Le solde du coût des services passés non comptabilisé en résultat au 30 juin 2011 s'élève à 897 milliers d'euros.

Le montant total de l'engagement actualisé du Groupe en matière de retraite en France se décompose de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	30.06.11	31.12.10
- Provision pour indemnités de départ en retraite	11 044	9 640
- Coût net des services passés	897	920
<b>Engagement total du Groupe en matière de retraite</b>	<b>11 941</b>	<b>10 560</b>

## Risques fiscaux

Les redressements notifiés en 2007 et 2008 concernent la remise en cause de l'exonération de TVA sur certaines livraisons intracommunautaires, et portent sur une somme globale de 8,5 millions d'euros, auquel il convient d'ajouter les intérêts de retard pour 1,3 million d'euros, ainsi que les majorations de 40% pour manquements délibérés soit 3,4 millions d'euros, soit un total, intérêts et majorations compris de 13,2 millions d'euros.

GFI Informatique a contesté vigoureusement les propositions de rectification et a fait les différents recours hiérarchiques durant toute l'année 2009. L'administration a confirmé sa position et émis un avis de mise en recouvrement en février 2010, rendant nécessaire pour GFI Informatique le provisionnement des redressements (hors pénalités), soit un montant de 9 752 milliers d'euros qui a été comptabilisé en « Autres charges et produits opérationnels » dans les comptes de l'exercice 2009.

GFI Informatique considère toujours que ces redressements ne sont pas justifiés, ni en droit, ni en fait et a engagé la défense de sa position devant les juridictions compétentes.

Ce redressement constitue le principal élément provisionné au titre des risques fiscaux.

GFI Informatique a demandé à bénéficier du sursis en paiement prévu par le Code Général des Impôts. Dans ce contexte, la provision correspondante a été reclassée du poste « Provision courante » au poste « Provision non courante », au cours de l'exercice. Les intérêts de retard à compter de la mise en recouvrement sont provisionnés pour un montant cumulé de 544 milliers d'euros au 30 juin 2011.

## NOTE 12 : AUTRES PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS ET COURANTS

Les autres passifs financiers non courants et courants regroupent les dettes liées aux acquisitions de titres consolidés. Ces compléments de prix portent sur les performances des sociétés.

(en milliers d'euros)	30.06.11	31.12.10	Échéance des dettes			
			2011	2012	2013 + de 5 ans	
Autres passifs financiers non courants	358	475	na	0	0	358
Autres passifs financiers courants	3 917	7 078	3 917	na	na	na
	<b>4 275</b>	<b>7 553</b>	<b>3 917</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>358</b>

La diminution des passifs financiers courants est liée principalement au règlement d'une partie de la dette liée à l'acquisition du Groupe BTD.

## NOTE 13 : PROVISIONS COURANTES

(en milliers d'euros)	31.12.10	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres	30.06.11
Prud'hommes	1 462		9	-463		1 008
Réorganisations et restructurations engagées	116		0	-62	54	108
Litiges	495		115	0		610
Risques fiscaux et sociaux	384		199	0		583
Autres	3 654		551	-1 547	-54	2 604
<b>Total</b>	<b>6 111</b>	<b>0</b>	<b>874</b>	<b>-2 072</b>	<b>0</b>	<b>4 913</b>

### Provisions prud'hommes, réorganisations et restructurations engagées

Les dotations et reprises pour risques prud'homaux et réorganisation concernent pour l'essentiel la France.

## Autres

Les autres provisions concernent un risque non courant avec un fournisseur pour un montant de 1.100 milliers d'euros ainsi que le solde des charges liées aux déménagements des sites d'Ile-de-France à Saint-Ouen en 2010.

Les augmentations et diminutions se ventilent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Augmentations				Diminutions				Total	dont sans objet
	Opérationnelle courante	Opérationnelle non courante	Financière	Total	Opérationnelle courante	Opérationnelle non courante	Financière	Total		
Prud'hommes		9	0	9		-463	0	-463	-97	
Réorganisations et restructurations engagées			0	0		-62	0	-62	0	
Litiges	115		0	115			0	0	0	
Risques fiscaux et sociaux		199	0	199			0	0	0	
Autres	150	401		551		-1 547		-1 547	0	
<b>Total</b>	<b>265</b>	<b>609</b>	<b>0</b>	<b>874</b>	<b>0</b>	<b>-2 072</b>	<b>0</b>	<b>-2 072</b>	<b>-97</b>	

## VI. Informations sectorielles

### NOTE 14 : INFORMATION SECTORIELLE

La segmentation sectorielle au 30 juin 2011 est identique à celle du 31 décembre 2010. Par ailleurs, le total des actifs par segment opérationnel n'a pas varié significativement par rapport au 31 décembre 2010.

### Compte de résultat sectoriel

	30.06.11	France	Espagne	Portugal	Benelux	Suisse	Canada	Maroc
Chiffre d'affaires	342 678	249 987	34 152	13 168	10 991	681	31 078	2 621
Marge opérationnelle	20 451	13 452	1 465	156	572	-194	4 665	333
<b>Marge opérationnelle en %</b>	<b>6,0%</b>	<b>5,4%</b>	<b>4,3%</b>	<b>1,2%</b>	<b>5,2%</b>	<b>-28,5%</b>	<b>15,0%</b>	<b>12,7%</b>
Résultat net	9 105	5 930	909	19	343	-240	1 889	253

(en milliers d'euros)	30.06.10	France	Espagne	Portugal	Benelux	Suisse	Canada	Maroc
Chiffre d'affaires	336 826	241 373	33 414	15 154	8 727	451	35 276	2 431
Marge opérationnelle	18 801	11 607	596	225	429	-200	5 778	366
<b>Marge opérationnelle en %</b>	<b>5,6%</b>	<b>4,8%</b>	<b>1,8%</b>	<b>1,5%</b>	<b>4,9%</b>	<b>-44,3%</b>	<b>16,4%</b>	<b>15,1%</b>
Résultat net	3 417	3 596	-1 054	23	249	-289	2 367	217

## VII. Informations complémentaires

### NOTE 15 : RISQUES DIVERS

Néant.

### NOTE 16 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan du Groupe sont ceux consentis ou reçus par GFI INFORMATIQUE et ses filiales. Ils n'ont pas varié significativement par rapport au 31 décembre 2010.

## NOTE 17 : EVENEMENTS POSTERIEURS

Néant

## NOTE 18 : INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES

### Actions gratuites

Pour rappel, le nombre de droits à actions gratuites attribué au cours des périodes antérieures au profit des parties liées est de 100 000.

Le nombre de droits à actions gratuites attribué au cours de la période au profit des parties liées s'élève à 200 015.



-3-

Rapport  
des commissaires aux comptes  
sur l'information financière  
semestrielle





# Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

---

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société GFI Informatique, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## 1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris et Neuilly sur Seine, le 31 août 2011

Les Commissaires aux Comptes

GRANT THORNTON  
Vincent Papazian

ERNST & YOUNG et Autres  
Pierre Abily



-4-

## Attestation du responsable du rapport financier semestriel





# Déclaration du responsable du rapport financier semestriel

---

**Monsieur Vincent ROUAIX**

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent rapport sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation.

J'atteste, à ma connaissance, que le rapport d'activité présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Paris, le 31 août 2011

Monsieur Vincent ROUAIX  
Président Directeur Général

---



GFI Informatique

Siège social : 145, boulevard Victor Hugo – 93400 Saint-Ouen - [www.gfi.fr](http://www.gfi.fr)